

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Bruxelles, le 2 mars 2024

SOLIDARITÉ DE LA COORDINATION EUROPE HAÏTI ENVERS LE PEUPLE HAÏTIEN EN SOUFFRANCE

La [Coordination Europe Haïti \(CoEH\)](#) exprime sa profonde préoccupation face aux récents événements de violences systématiques et répétées perpétrés par des groupes armés en Haïti qui prennent le contrôle de la capitale haïtienne, Port-au-Prince, et de plusieurs autres régions du pays. Ces criminels opèrent en toute impunité, semant la terreur en perpétrant des actes barbares allant du massacre de citoyens pacifiques à l'attaque meurtrière de quartiers entiers, laissant des milliers de personnes sans abri et obligées de fuir dans toutes les directions. Des familles entières sont contraintes de payer des rançons exorbitantes pour la libération de leurs proches, pris en otage par des ravisseurs sans scrupules. L'enchaînement des souffrances semble sans fin, les bandits défiant toutes les limites dans leurs exactions.

Des rapports alarmants d'organisations nationales et internationales de défense des droits humains, ainsi que d'agences des Nations Unies, témoignent de la banalisation des violations des droits humains dans le contexte actuel en Haïti. Selon les déclaration à la presse de la cheffe du [Bureau des Nations Unies en Haïti \(BINUH\)](#), l'année 2023 a vu une augmentation de 122% du nombre de victimes directes de la violence des gangs, incluant les personnes tuées, blessées et kidnappées, soit un chiffre alarmant de plus de 8 400 individus. Ces rapports mettent en évidence les violences sexuelles systématiques perpétrées à l'encontre des femmes et des jeunes filles mineures lors des attaques. Ces groupes criminels empêchent l'accès à l'éducation de milliers d'enfants, perturbent la libre circulation des marchandises et compromettent le fonctionnement des services de base, privant le peuple haïtien de ses droits et libertés à vivre une vie digne.

Les droits civils et politiques sont bafoués en Haïti, où le pouvoir en place, sans mandat, sans programme et sans contrôle sur la gestion des ressources nationales, réprime vigoureusement les efforts de dialogue et de protestation des organisations de la société civile. Le peuple haïtien, livré à lui-même, voit ses droits humains réduits à néant, les autorités en place semblant compter exclusivement sur le soutien international et l'hypothétique intervention d'une force étrangère multinationale, tel que décidé par le [Conseil de Sécurité des Nations-Unies](#) en octobre dernier.

La CoEH condamne fermement ces violations des droits humains, qui exacerbent la vulnérabilité d'une population déjà confrontée à d'énormes défis. En tant que plateforme d'associations européennes de solidarité internationale avec une collaboration de longue date avec des partenaires issues des organisations de la société civile haïtienne, la CoEH exprime sa totale solidarité avec le peuple haïtien en ces moments douloureux.

La CoEH encourage les associations progressistes et tous les citoyens haïtiens de bonne volonté qui ont fait choix d'œuvrer pour une transformation sociale en Haïti à faire preuve de courage afin de mettre rapidement un terme à cette crise persistante. Elle les appelle à prendre leur destin en main, à construire un État fondé sur l'État de droit, le respect des droits humains et le fonctionnement des institutions démocratiques. Haïti, riche et belle de son histoire, ne doit pas périr.

Que vive Haïti et son peuple !